



ENTRE

DORE & ALLIER

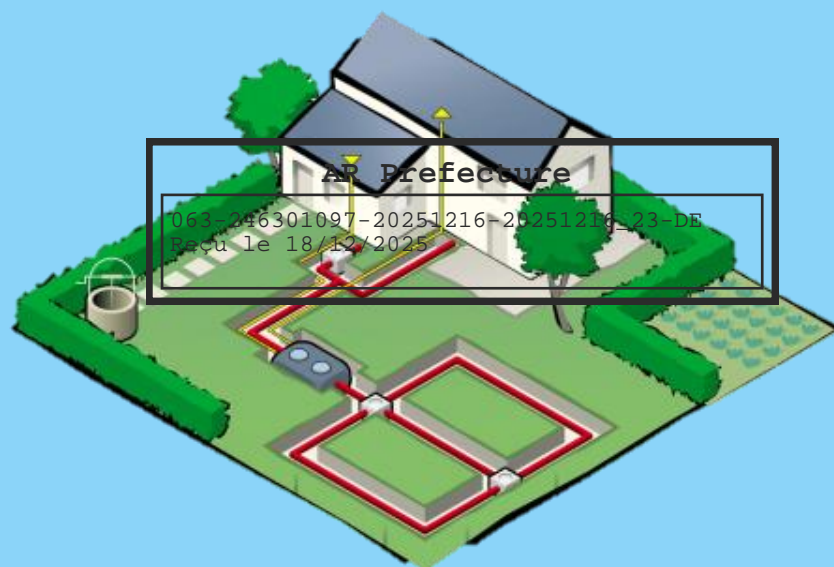
AR **Prefecture**

Communauté de communes

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

RÈGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -SPANC





SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
AR Préfecture	
Article 1 : Objet du règlement	3
Article 2 : Champ d'application territorial	3
Article 3 : Définitions	4
Article 4 : Usagers concernés	4
Article 5 : Responsabilités et obligations des propriétaires	4
Article 6 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles	5
Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC	6
Article 8 : Information des usagers	7
2. CONTRÔLE DES INSTALLATIONS NEUVES OU A REHABILITER	8
Article 9 : Examen préalable de la conception par le SPANC	8
Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire	8
3. CONTRÔLE DE BONNE EXÉCUTION DES TRAVAUX	10
Article 11 : Vérification de l'exécution des travaux par le SPANC	10
Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire	10
4. CONTROLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EXISTANTES	11
Article 13 : Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien	11
Article 14 : Contrôle préalable à une vente immobilière	12
Article 15 : Porter à connaissance de l'achat d'un immeuble équipé d'une installation en ANC	12
5. DISPOSITIONS FINANCIERES	13
Article 17 : Redevances d'ANC	13
Article 18 : Types de redevances et personnes redevables	13
Article 19 : Recouvrement des redevances d'ANC	13
6. SANCTIONS, VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS DIVERSES	15
Article 21 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'ANC ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante	15
Article 22 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle	15
Article 23 : Sanctions pour non remise en conformité des installations d'ANC en cas d'achat d'un immeuble	16
Article 25 : Voie de recours des usagers	16
Article 26 : Publicité du règlement	17
Article 27 : Modification du règlement	17
Article 28 : Date d'entrée en vigueur du règlement	17
Article 29 : Clauses d'exécution	17
7. POURSUITES ET SANCTIONS PÉNALES	18
Article 30 : Constats d'infractions pénales	18
Article 31 : Sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, de modification ou de réhabilitation d'une installation d'ANC, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau	18
Article 32 : Sanctions pénales applicables en cas de violation des prescriptions particulières prises en matière d'ANC par arrêté municipal ou préfectoral	18

AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1: Objet du règlement

Conformément à ses statuts, la communauté de communes Entre Dore et Allier a institué le 01/01/2006 un service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Conformément à l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du SPANC et ce dernier, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, leur réhabilitation, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif et les dispositions d'application de ce règlement.

Les usagers du SPANC sont définis à l'article 4.

Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur le territoire des communes suivantes : Bort l'Etang - Bulhon - Crevant-Laveine - Culhat - Lempty - Lezoux - Moissat - Orléat - Peschadoires - Ravel - Saint Jean d'Heurs - Seychalles - Vinzelles.

Communes prises en charge par le service SPANC de la
Communauté de Communes « Entre Dore et Allier »



AR Prefecture

Article 3 : Définitions

Assainissement non collectif (ANC) : on désigne par assainissement non collectif tout système de traitement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Immeuble : par immeuble, on désigne les immeubles collectifs de logement, les pavillons individuels, les constructions à usage de bureau et les constructions à usage industriel, commercial ou artisanal.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salles d'eau...) et les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes).

Article 4 : Usagers concernés

L'utilisateur du SPANC est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. Il peut s'agir soit du propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'une installation d'assainissement non collectif (ANC), soit de celui qui occupe cet immeuble (l'occupant) à quelque titre que ce soit.

Sont concernés, tout usager doté ou devant être doté d'un dispositif de traitement des effluents domestiques et assimilés au sens de l'article R214-5 du code de l'environnement et de l'arrêté du 21 juillet 2015 selon la taille de l'installation (compris entre 1 à 199 EH), dont les immeubles définis par l'article L1331-1-1 du Code de la Santé publique devant être équipé d'au moins un équipement sanitaire, sont situés :

- dans une zone définie par le schéma de zonage d'assainissement comme devant rester en ANC définitivement, dans une zone définie par ce même schéma comme relevant de l'assainissement collectif mais où le réseau public de collecte n'est pas encore créé.

Mise en service du réseau d'assainissement collectif : l'article 1331-1 du Code de la santé publique mentionne l'obligation de raccord dans un délai de deux ans.

Avec l'accord du préfet, le maire peut accorder à un usager une **prolongation des délais de raccordement** dans la limite de 10 ans dans une des situations suivantes :

- Permis de construire accordé depuis moins de 10 ans avec une installation réglementaire en bon état de fonctionnement ;
- Assainissement individuel conforme installé dans l'attente de la mise en place du réseau collectif.

Article 5 : Responsabilités et obligations des propriétaires

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'ANC destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Ce propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'ANC définies par l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 (pour les ANC < 20EH) et par l'arrêté du 21 juillet 2015 (pour les ANC > 20EH), complétées le cas échéant par la réglementation locale et destinées à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement. Ces prescriptions concernent les conditions d'implantation, de conception et de réalisation de ces installations, leur consistance et leurs caractéristiques techniques. Le respect de ces prescriptions donne lieu à un contrôle, obligatoire pour les propriétaires, qui est assuré par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'ANC qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au chapitre VII.

Quelle que soit le type de contrôle et la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance mentionnée au chapitre V.

Article 6 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles

6.1 - Le maintien en bon état de fonctionnement

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'ANC est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique. A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'ANC.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation :

- les eaux pluviales,
- les eaux issues des pompes à chaleur,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- les peintures,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s) ou du nettoyage des filtres,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'ANC ou d'une fosse étanche.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule (*sauf si un aménagement est prévu dans ce cas*), des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- de ne pas mettre en place des arbres ou plantations sur les dispositifs d'assainissement,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages),
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards,
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

6.2-L'entretien des ouvrages

AR Prefecture

Les installations d'ANC doivent être entretenues régulièrement par l'occupant de l'immeuble de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage,
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

L'occupant de l'immeuble est responsable de l'élimination des matières de vidange par un vidangeur agréé, qui doit être effectuée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume de l'ouvrage (sauf mention contraire indiquée dans les documents techniques relatifs à l'entretien du dispositif).

L'entreprise qui réalise une vidange du dispositif de prétraitement et/ou de traitement primaire, est tenue de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire le document prévu par la législation en vigueur. **L'utilisateur doit tenir à la disposition du SPANC une copie de ce document.**

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle. Dans le cas contraire, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin d'exécuter un contrôle périodique efficace qui donnera lieu à une nouvelle visite du SPANC après découvert.

Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VII.

Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC

Conformément à l'article L. 1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour réaliser les contrôles des installations d'ANC dans les conditions prévues par le présent règlement.

Cet accès doit être précédé de l'envoi au propriétaire d'un avis préalable de visite ou, en cas d'impossibilité de joindre le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins 15 jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande au moins 5 jours ouvrés avant le rendez-vous, sans pouvoir être reportée de plus de 30 jours.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC.

Le SPANC se réserve le droit d'appliquer une redevance en cas d'absence d'un usager sans annulation dans un délai de 24h avant le rendez-vous selon l'article 22 relatif aux sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle.

Il incombe aussi au propriétaire de faciliter l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'ANC aux agents du SPANC, en particulier :

- rendre les regards ouverts
- déterrer la fosse et le bac à graisses
- dévisser les ouvertures
- débroussailler la végétation

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par le maire au titre de son pouvoir de police, le propriétaire sera redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 21 du présent règlement.

AR Prefecture
0621246801097-20251216-20251216-23-DE
Reçu le 18/12/2025

Article 8 : Information des usagers

Le contrôle sera précédé de l'envoi d'un avis préalable de visite au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de joindre le propriétaire, dans un délai d'au moins 15 jours ouvrés avant la date de la visite. Cet avis communiquera le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle. Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle seront consignées sur un rapport de visite dont une copie sera adressée par courrier au propriétaire. L'avis rendu par le SPANC à la suite du contrôle sera porté sur ce rapport de visite. Le rapport sera mis à disposition à la Mairie de la commune concernée.

2. AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

Toute mise en place ou réhabilitation d'une installation d'ANC donne lieu à un contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des ouvrages.

Article 9 : Examen préalable de la conception par le SPANC

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation et procède aux contrôles de la conception et de l'implantation concernée.

Après réception et examen du dossier déposé par le propriétaire, si celui-ci est incomplet, le SPANC lui notifie la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC. S'il l'estime nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place.

Le SPANC formule son avis conforme ou non conforme à la réglementation en vigueur avec une liste de recommandations et de réserves. Dans le dernier cas, l'avis est expressément motivé et sera adressé directement au propriétaire. Le SPANC transmet alors son avis à la Mairie de la commune concernée.

Si l'avis est non conforme, le propriétaire ne pourra réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis conforme de la part du SPANC.

Le SPANC transmet ensuite pour information le dossier de demande à la mairie de la commune concernée. La transmission du rapport d'examen rend exigible le montant de la redevance de contrôle de conception.

Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire retire auprès du SPANC un dossier de demande de mise en place ou réhabilitation d'une installation d'ANC. Ce dossier dûment complété est retourné au SPANC avant tout commencement de travaux.

Le propriétaire a l'obligation de faire réaliser par un prestataire de son choix une étude de sol et de définition de filière, afin de vérifier la compatibilité du dispositif d'ANC choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et son bon dimensionnement. Pour cela, l'étude de sol doit permettre d'apprécier les éléments suivants :

- Situation géographique : - un plan de situation ainsi qu'un plan de masse à l'échelle 1/200e ou 1/500e
- Hydrologie : présence de captage AEP, exutoires éventuels (état, localisation, écoulement), destination des eaux pluviales.
- Topographie : pente générale du terrain, relevé topographique complet si nécessaire
- Pédologie : Profils pédologiques clairs et détaillés (structure, texture, hydromorphie), profondeur du substratum rocheux, niveau de remontée de nappes, localisation cartographique des sondages.

- Perméabilité du sol : Evaluation chiffrée de la perméabilité des différents horizons, localisation cartographique des tests effectués.

063-246301097-20251216-20251216_23-DE

Reçu le 18/12/2025

- Choix du type de filière : conclusion claire et justifiée sur la ou les filières retenues compte tenu de la réglementation en vigueur et des contraintes géographiques, hydrologiques, topographiques et pédologiques du terrain.

- Définition de filière : Description des ouvrages, dimensionnement, zone d'implantation, conditions de pose (terrain « sain » ou « difficile »), précautions particulières de mise en œuvre, modalités de maintenance et d'entretien, autorisations requises (autorisation de rejet, servitude de passage, etc...), profil hydraulique.
- Pour les installations supérieures à 20 EH : toutes les mesures nécessaires à la sécurité des personnes et à l'évitement des nuisances.

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes :

- A la réglementation en vigueur,
- Aux prescriptions techniques applicables à ces installations définies par la législation en vigueur,
- Au zonage d'assainissement et au règlement d'urbanisme de la commune concernée, approuvés par enquête publique.
- Au présent règlement de service

Le SPANC fera la demande d'autorisation de rejet des eaux usées traitées auprès du gestionnaire concerné.

En cas de modifications apportées par le propriétaire ou ses prestataires au projet d'ANC initial, ces dernières devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires et environnementaux, pour être acceptées par le SPANC. Par ailleurs l'étude devra également être modifiée et soumise au SPANC pour un nouvel avis avant travaux.

AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

3. CONTRÔLE DE BONNE EXÉCUTION DES TRAVAUX

Article 11 : Vérification de l'exécution des travaux par le SPANC

Le SPANC est informé par le propriétaire de la date d'achèvement des travaux.

Ce contrôle, effectué sur place, a pour objet de vérifier que la réalisation des travaux des ouvrages est conforme au projet validé par le SPANC et la Mairie. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des éléments de collecte, de prétraitement, de traitement, de ventilation, la qualité des matériaux utilisés, la vérification de l'accessibilité des différents équipements pour l'exercice du contrôle de fonctionnement et d'entretien, et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux.

A l'issue de ce contrôle, en l'absence de vérification de l'ensemble des points de contrôles à minima réglementaires, l'usager dispose d'un délai de six mois pour faire valider les points restants. A l'issue du délai imparti, le SPANC émettra un avis CONFORME ou NON CONFORME dans son rapport de visite, avec application de la redevance associée en vigueur. Dans le dernier cas, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable et convient d'une nouvelle date de visite dans les délais impartis pour vérifier l'exécution des travaux, avant remblaiement. Le SPANC se réserve le droit d'appliquer une redevance mentionnée à l'article 18 relative à une contre-visite du chantier ou modification de la filière de traitement conformément au projet validé pour émettre un avis CONFORME.

Cette procédure sera réitérée jusqu'à ce que le SPANC émette un avis CONFORME.

Si aucune date n'est convenue dans le délai imparti ou que le propriétaire refuse la visite alors **l'article 19** du présent règlement sera appliqué.

Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'ANC ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants. Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC lors de la conception du projet. Dans le cas contraire, le SPANC ne peut pas effectuer le contrôle de bonne exécution des travaux. Il sera donc demandé au propriétaire de déposer un dossier de demande conformément à **l'article 10** du présent règlement dans le délai fixé par le SPANC pour régularisation.

Si aucun dossier n'est déposé dans le délai imparti ou que le propriétaire refuse de faire la demande, **l'article 22** du présent règlement sera appliqué.

Le propriétaire doit informer au minimum 7 jours avant remblaiement le SPANC afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par une visite sur place. Le propriétaire ne peut pas faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service. Dans le cas contraire, le SPANC formulera la NON-CONFORMITE et demandera une remise en conformité selon la démarche définie par **l'article 11** du présent règlement.

AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

4. CONTRÔLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

EXISTANTES

Article 13 : Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'ANC concerne toutes les installations existantes. Ce contrôle est exercé sur place par les agents du SPANC.

Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

Le propriétaire doit tenir à disposition des agents du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du diagnostic initial quand ils existent (facture de vidange, d'entretien, de travaux, cahier de vie...)

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- Vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- Vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse.
- Vérification des mesures de protection pour les installations supérieures à 20EH.

En outre, s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé. En cas de nuisances de voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués à la demande du maire et, si besoins, en sa présence.

En application de l'article L2224-8 du Code général des collectivités territoriales, la fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est fixée à :

Pour les installations \leq 20EH :

- un contrôle tous les 8 ans pour les installations classées « non conforme » avec une obligation de travaux sous un délai d'un an en cas de vente ;
- un contrôle tous les 9 ans pour les installations classées « conforme » sans défaut ou présentant uniquement des défauts d'entretien ou d'usure ;
- un contrôle tous les 4 ans pour les installations classées « non conforme avec risque sanitaire » avec une obligation de travaux sous 4 ans réduit à un an en cas de vente ;

Pour les installations $>$ 20EH :

- un contrôle tous les 4 ans pour l'ensemble des installations ;

Cette périodicité pourra être modifiée par délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes Entre Dore et Allier.

Cette fréquence peut varier selon le type d'installation, ses conditions d'utilisation et les constatations effectuées par le SPANC lors du dernier contrôle. Dans le cas des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement, les contrôles peuvent être plus fréquents tant que le danger ou les risques perdurent.

Dans le cas des installations nécessitant un entretien plus régulier, notamment celles comportant des éléments électromécaniques, le SPANC peut décider :

- soit de procéder à des contrôles plus réguliers si un examen fréquent des installations est nécessaire pour vérifier la réalisation de l'entretien, des vidanges et l'état des installations ;
- soit de ne pas modifier la fréquence de contrôle avec examen des installations mais de demander au propriétaire de lui communiquer régulièrement entre deux contrôles, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges.

Un rapport qui fait mention des éventuelles non-conformités de l'installation vis à vis de la réglementation est envoyé au propriétaire par voie dématérialisée ou par voie postale sur demande du propriétaire.

Dans le cas où le rapport conclut à des non-conformité, l'avis est expressément motivé et adressé au propriétaire. Les agents du SPANC invitent le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer les causes de dysfonctionnement.

Article 14 : Contrôle préalable à une vente immobilière

L'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique fixe à **3 ans la durée de validité du rapport de visite**, sous réserve qu'il n'y ait pas eu de modifications apportées sur le logement ou le dispositif de traitement. Cette durée de validité est décomptée à partir de la date de la dernière visite.

Le contrôle diagnostic pour vente sera réalisé par les agents du SPANC dans les conditions décrites à l'article 13. Le SPANC se réserve un délai d'une semaine au minimum pour proposer une date de rendez-vous et au plus tard dans les 3 semaines qui suivent la demande.

Article 15 : Porter à connaissance de l'achat d'un immeuble équipé d'une installation en ANC

Lors de la signature de l'acte de vente, l'acheteur doit prendre connaissance du rapport établi par le SPANC dans les conditions prévues par l'article 13 du présent règlement.

Lorsque le rapport de visite indique des non-conformités sur l'installation en ANC, le nouvel acquéreur dispose d'un an après la signature de l'acte de vente de l'immeuble pour effectuer une remise en conformité.

Le notaire, conformément à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique adresse une attestation au SPANC contenant la date de la vente, les informations nécessaires à l'identification du bien vendu ainsi que les noms et adresse de l'acquéreur de ce bien au plus tard un mois après la signature de l'acte de vente de l'immeuble.

Le SPANC pourra aussi prendre connaissance des noms et adresses des acquéreurs auprès des syndicats d'eau potable du territoire après l'accord officiel de ces derniers.

AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

5. DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 17 : Redevances d'ANC

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'État, l'agence de l'eau ou certaines collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par ses usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers d'être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'ANC.

Article 18 : Types de redevances et personnes redevables

Les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'ANC dans les conditions prévues par ce chapitre. Les redevances ANC doivent assurer l'équilibre du budget du SPANC. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges de ce service. Le montant de la redevance varie selon la nature et l'importance des opérations de contrôle (≤ 20 EH ou > 20 EH).

Peuvent être ainsi distingués :

- le contrôle de conception et d'implantation d'une installation neuve ou réhabilitée,
- le contrôle de bonne exécution des travaux d'une installation neuve ou réhabilitée,
- le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation existante,
- Le contrôle lié à une vente immobilière,
- la contre-visite à la suite des travaux de mise en conformité demandés dans le rapport de vérification de l'exécution des travaux,

Conformément à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, les tarifs des différentes redevances, facturées au propriétaire, sont fixés par délibération du conseil communautaire, et peuvent être révisés par une nouvelle délibération.

Ces tarifs sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande.

En outre, tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle.

Article 19 : Recouvrement des redevances d'ANC

Le recouvrement de la redevance d'ANC est assuré par le Service de Gestion Comptable de Thiers, pour le compte du SPANC.

19-1 Mentions obligatoires sur les factures

Toute facture relative aux redevances d'ANC indique obligatoirement :

- l'objet de la redevance (ou des redevances) dont le paiement est demandé,
- le montant de chacune des redevances, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC,
- la date du contrôle,
- le montant de la TVA, le cas échéant (si le SPANC est assujéti à la TVA),
- le montant TTC,
- la date limite de paiement de la facture, ainsi que les conditions de son règlement,
- l'identification du SPANC, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture,
- les noms, prénoms et qualité du redevable,
- les coordonnées complètes du service de recouvrement.

19-2 Difficultés de paiement

AR Prefecture

Tout redevable rencontrant des difficultés pour payer le montant d'une facture qui lui a été adressée par le SPANC doit en informer la Trésorerie de Lezoux, avant la date limite de paiement indiquée sur la facture. Au vu des justificatifs fournis par l'utilisateur, un échelonnement du paiement pourra être accordé par le Trésor Public.

19-3 Traitement des retards de paiement

Le défaut de paiement de la redevance, dans le mois qui suit la présentation de la facture, fait l'objet d'une relance par courrier.

Le défaut de paiement de la redevance dans les deux mois qui suivent la présentation de la lettre de relance fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette redevance n'est pas réglée dans les délais impartis jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée en application du code général des collectivités territoriales.

19-4 Décès du redevable

En cas de décès d'un redevable du montant d'une ou plusieurs redevances, ses héritiers ou ayants-droits lui sont substitués pour le paiement dans les mêmes conditions.

Article 20 : Suivi administratif des demandes de subventions

En cas de réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif, et sous certaines conditions décrites dans les règlements des financeurs, le SPANC se tient à disposition des usagers pour le suivi administratif des demandes de subventions. L'ensemble des modalités des aides financières sont décrites en ligne ou sur demande auprès du SPANC.

AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

6. SANCTIONS, VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'ANC ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Tout immeuble doit être équipé d'une installation d'ANC conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement.

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'ANC (non-respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique) :

- ⇒ **Etape 1** : Envoi d'un courrier de mise en demeure en recommandé accordant un délai de 6 mois à compter de la date de réception du courrier pour la réalisation des travaux de mise en conformité (avec envoi d'une copie au maire) ;
- ⇒ **Etape 2** : En l'absence de démarche entamée dans le délai de 6 mois accordé, envoi d'une pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique, à savoir 400% du montant de la redevance. Cette pénalité financière sera réitérée après chaque dépassement du délai de demande de remise en conformité indiqué par le SPANC.

Pour rappel, le maire peut, également en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Les installations d'ANC présentant un enjeu sanitaire doivent être réhabilitées sous un délai de 4 ans. Si l'installation n'a pas été réhabilitée à l'issue du délai imparti, une pénalité peut être appliquée comme le prévoit l'article L1331-8 du Code de la Santé publique.

Article 22 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC suite à une relance par courrier Recommandé avec Avis de Réception, le propriétaire sera astreint au paiement de la redevance correspondant au contrôle refusé majorée en application de l'article L1331-8 du code de la santé publique selon le tableau ci-dessous :

Année	Etapes	Majoration de la redevance
N	Refus de visite	100 %
N + 1	1. Courrier proposant un nouveau rendez-vous en recommandé avec Avis de réception 2. Absence de réponse dans le délai imparti de 1 mois. 3. Refus de visite	200 %
N + 2		300 %
N + 3		400 %
N + x		400 %

On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif ;
- en cas d'absence d'un usager sans justificatifs et annulation dans un délai de 24h avant le rendez-vous ;

- report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 3e report, ou du 2e report si une visite a donné lieu à une absence.

Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire.

Article 23 : Sanctions pour non remise en conformité des installations d'ANC en cas d'achat d'un immeuble

Dans un délai d'un an suivant la date de signature de l'acte de vente, si le propriétaire n'a entrepris aucune démarche de remise en conformité de son installation, le propriétaire s'expose au paiement de la redevance majorée de 400% correspondant au non-respect de l'article L1331-1-1 du code de la santé publique. Le SPANC se réserve le droit également d'appliquer la redevance majorée aux nouveaux propriétaires en cas d'absence du diagnostic obligatoire à l'acte de vente.

Article 24 : Possibilité d'engager des travaux d'office après mise en demeure

En dernier recours, faute par le propriétaire de respecter ses obligations dans les délais imposés, l'article L1331-6 du code de la santé publique, après mise en demeure infructueuse, donne la possibilité au maire de procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Article 25 : Voie de recours des usagers

25-1 Modalités de règlement amiable interne

Toute réclamation concernant le montant d'une facture, ainsi que toute demande de remboursement d'une somme qu'un usager estime avoir indûment versée, doit être envoyée par écrit au SPANC à l'adresse indiquée sur la facture, accompagnée de toutes les justifications utiles. La réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement. Le SPANC est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans **un délai maximal d'un mois**.

L'usager peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet. Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée **dans un délai maximal d'un mois**.

En cas de désaccord avec la réponse apportée par le SPANC dans le cadre d'une contestation, d'une sanction ou une pénalité appliquée par le SPANC, le propriétaire ou usager concerné peut adresser un recours auprès du président de la communauté de communes Entre Dore et Allier par courrier recommandé avec AR **dans les deux mois** suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée.

Le président de la communauté de communes Entre Dore et Allier dispose **d'un délai d'un mois** à réception du courrier pour :

- soit répondre favorablement au réexamen du dossier.
- soit rejeter la demande de réexamen du dossier sur la base d'arguments juridiques ou factuels.

AR Prefecture

063246301007-20251216-20251216_23-DE
 Reçu le 18/12/2025

25-2 Voies de recours externe

Les modes de règlement amiables des litiges susmentionnés sont facultatifs. L'utilisateur peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif. Les litiges individuels entre les usagers du SPANC et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Article 26 : Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé sera remis à l'utilisateur (propriétaire et / ou occupant) à l'occasion de la première visite de contrôle.

Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public :

- dans chacune des mairies,
- au siège de la communauté de communes Entre Dore et Allier,
- sur le site internet de la communauté de communes Entre Dore et Allier.

Article 27 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

Article 28 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après adoption par l'assemblée délibérante de la communauté de communes Entre Dore et Allier, réception de la délibération correspondante par la Sous-Préfecture de Thiers et publication de celle-ci.

Tout règlement du service d'ANC antérieur est abrogé de ce fait.

Article 29 : Clauses d'exécution

Le Président de la communauté de communes Entre Dore et Allier, les agents du SPANC, la trésorerie de Lezoux et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

AR Prefecture

063-246301097-20251216-20251216_23-DE
Reçu le 18/12/2025

7. POURSUITES ET SANCTIONS PENALES

Conformément au Code de procédure pénale, au Code de la santé publique, au Code de l'environnement, au Code de la construction et de l'habitation et au Code de l'urbanisme des infractions peuvent être constatées par les agents et officiers de police judiciaires compétents.

Ces infractions peuvent entraîner des sanctions et poursuites pénales.

Article 30 : Constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'ANC ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

Article 31 : Sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, de modification ou de réhabilitation d'une installation d'ANC, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau

L'absence de réalisation d'une installation d'ANC lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau.

Article 32 : Sanctions pénales applicables en cas de violation des prescriptions particulières prises en matière d'ANC par arrêté municipal ou préfectoral

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'ANC pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

Délibéré et voté par l'assemblée délibérante de la communauté de communes Entre Dore et Allier dans sa séance du 16 décembre 2025.